

<https://ricochets.cc/Darmanin-veut-carrement-dissoudre-Nantes-Revoltee-un-media-libre-et-militant.html>



Darmanin veut carrément dissoudre Nantes Révoltée, un média libre et militant !

- Les Articles -

Publication date: mardi 25 janvier 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les lois ultra-sécuritaires qui s'empilent sur nos têtes ne servent pas qu'à faire de la pêche électorale et du bruit médiatique, elles servent à réprimer toujours plus. Nouvel exemple avec les pouvoirs de dissolution de tout ce qui déplaît au régime grâce à la loi « séparatismes ».

Ici c'est un média libre et subversif, un média autonome et engagé, un contre-pouvoir, qui est directement visé par le Pouvoir macroniste et ses alliés (du PS à LR) : Nantes Révoltée. [Darmanin demande sa dissolution](#), rien que ça ! Pendant ce temps d'autres médias sont visés : Cerveaux non disponibles et Rouen dans la rue.

Toutes ces censures immondes et répressions brutales qui vont ensemble ne font que renforcer l'impératif de la destitution du régime et de tous ses organes de répression.

- ▶ Cerveaux non disponibles a publié un article de soutien : [ON NE DISSOUT PAS LA RÉVOLTE - Soutien à Nantes Révoltée, menacée de dissolution par Darmanin](#) - Darmanin vient de lancer une procédure pour dissoudre le média autonome Nantes Révoltée. Siphonner les idées d'extrême droite ne lui suffit pas. En plus de contribuer à mettre les fascistes dans la rue, Darmanin tente aujourd'hui de dissoudre un média ayant relayé une manifestation antifasciste à Nantes vendredi 21 janvier. (...)

Que dit cette volonté de dissolution de médias autonomes dans une société où 90% de l'information est aux mains des milliardaires ? Que dit ce fait dans une société où la concentration médiatique nous inonde de la même fréquence, celle de la discrimination et de la haine en continue sur les chaînes tv dont l'existence est destinée à servir la sauce des prochains candidats à la présidentielle ?

Il ne manquera à personne que l'intoxication médiatique permanente combinée à la censure des médias indépendants est la marque des pouvoirs totalitaires ou en voie de le devenir.

Dissoudre Nantes Révoltée, ce n'est pas dissoudre la révolte Gérard Darmanin. Celle ci gronde partout, elle s'échange entre toutes les bouches et pourrait bien péter à la figure de ceux qui tentent d'y mettre un couvercle. (...)



Darmanin veut carrément dissoudre Nantes Révoltée, un média libre et militant ! Visuel de Cerveaux non disponibles

- ▶ **Voici des posts de Nantes Révoltée sur cette scandaleuse volonté de censure**, une répression malheureusement prévisible étant données l'ambiance de fascisation actuelle et les lois liberticides de plus en plus gerbantes dont s'est dotée le régime.

Le média Nantes Révoltée appelle au soutien et lance une pétition, à suivre...

► [CONTRE LA DISSOLUTION : SIGNEZ LA PÉTITION !](#)

4 NANTES RÉVOLTÉE MENACÉE DE DISSOLUTION 4

Depuis 10 ans Nantes Révoltée propose une information indépendante, au service des mobilisations. Depuis 2012, nous avons publié des milliers d'articles, d'enquêtes, de visuels, de photos, d'analyses. Nous avons écrit des revues, donné la parole à celles et ceux qu'on n'entend pas, réalisé de grandes fresques. Nous sommes désormais lu-es par plusieurs millions de personnes chaque mois. Et tout cela de façon totalement auto-produite et bénévole, sans publicité ni subventions.

Nantes Révoltée est un contre-pouvoir important. Il dérange donc profondément les autorités locales. Par exemple notre média révélait dès le lendemain de la fête de la musique les vidéos de la charge qui a tué Steve en 2019. Notre média met en lumière depuis des années les violences d'État passées sous silence, les manoeuvres politiques des élu-es, documente les mobilisations, donne un contrepoint à la propagande dominante. Nous avons déjà subi plusieurs attaques pour nous faire taire. En 2015, la procureure de Nantes portait plainte contre Nantes Révoltée après la diffusion d'une affiche contre les violences policières. En 2021, le syndicat d'extrême droite Alliance réclamait la censure de notre média à Darmanin suite à des affiches parodiques. Quelques semaines plus tard, l'équipe de Zemmour portait plainte contre nous, après avoir relayé un appel à manifester. **Dans un contexte de fuite en avant autoritaire, nous dérangeons.** « Depuis des années, Nantes révoltée est dans le viseur des autorités » commente Ouest-France.

Dans un contexte de fuite en avant autoritaire, nous dérangeons

Vendredi 21 janvier, une manifestation contre l'extrême droite avait lieu à Nantes. Un événement assez courant : des centaines de personnes avaient marché dans le centre avec des fumigènes. En fin de manifestations, deux vitrines avaient été abîmées. Nantes Révoltée, en tant que média, avait couvert cette manifestation. Cette marche, banale, a été le prétexte à un déchaînement politique. La droite et l'extrême droite s'emparent de deux morceaux de verre cassé pour réclamer la dissolution de Nantes Révoltée à Gérard Darmanin. Dans un texte délirant, la responsable LREM de Nantes et la présidente de la région Pays-de-la-Loire écrivent : « on ne peut plus laisser prospérer cette idéologie anarchiste et haineuse plus longtemps », ou encore « depuis près de dix ans, des centaines de policiers et d'habitants ont été blessés au cours de ces manifestations violentes ». C'est vrai, la police nantaise a blessé des centaines de manifestant-es, dont plusieurs sont mutilé-es à vie. Nous l'avons documenté. Nantes Révoltée est aussi accusée de nuire « à l'image et à l'attractivité de la capitale régionale ». À l'image de la métropole « dynamique » en clair. La lutte dérange les profits des barons de la ville.

Sur quelle base légale aurait lieu cette « dissolution » ? La presse cite « l'article L212-1 du Code de la sécurité intérieure » : « toutes les associations et groupement de faits qui provoquent à des manifestations armées ou à des agissements violents à l'encontre des personnes ou des biens » peuvent être dissous par décret en conseil des ministres. **Si cette loi permet de censurer un média indépendant parce qu'il a relayé des appels à manifester, c'est la porte ouverte à une vague de censure gigantesque. C'est précisément l'objectif. Le pouvoir asphyxie la moindre parcelle qui lui échappe encore, la moindre parole divergente, le moindre contre pouvoir. Il le fait par la matraque, le 49.3 et l'état d'urgence.** Rappelons que le 30 juillet dernier, le N°2 du rassemblement National à Nantes, Wilfried Van Liempd, organisait une attaque armée contre une manifestation. Les faits avaient été filmés et même assumés par le RN. Et ni l'attaquant, ni son parti n'avaient été poursuivis, et encore moins menacés de dissolution.

Les journalistes ont demandé à la maire socialiste de Nantes de réagir : « je l'ai toujours dit, rien ne justifie jamais les violences et dégradations. » Quelles violences ? Celle de la police ? Celles du capitalisme ? Celle qui dévaste la nature ?

Notre média est donc menacé comme jamais. Il est possible qu'il soit censuré des plateformes très prochainement.

Dans ce cas, consultez notre site : www.nantes-revoltee.com. Les heures qui viennent nous diront si le gouvernement Macron est fébrile au point de mettre en scène, en pleine campagne présidentielle, la censure d'un média indépendant local.

Nous reviendrons vers vous très prochainement. N'hésitez pas à alerter autour de vous.



Darmanin veut carrément dissoudre un média libre et militant ! Le régime se sent acculé et faible, il dévoile davantage son fond autoritaire et fascisant

QUI EST CHRISTELLE MORANÇAIS CETTE PROCHE DE FILLON QUI VEUT DISSOUDRE NANTES RÉVOLTÉE ?

► Légalité à géométrie variable

Lundi 24 janvier, Christelle Morançais, la présidente de la Région Pays-de-la-Loire, réclamait au ministre de l'intérieur la « dissolution » de Nantes Révoltée. Dans un communiqué délirant, cette dame accusait notre média de porter une « idéologie anarchiste et haineuse » responsable de « centaines de blessés » et de « dizaines de millions d'euros » de dégâts. Elle nous accuse, en prime, d'avoir fait de Nantes la « capitale des violences d'ultra-gauche ». C'est vraiment trop d'honneur.

Madame Morançais et ses amis tentent de rendre responsable Nantes Révoltée de toutes les mobilisations et conflits sociaux dans la région. Pourtant, elle sait parfaitement que des dizaines de milliers de nantais et nantaises de tous horizons s'engagent dans diverses luttes depuis des années, dans de nombreux réseaux très différents. Cela dérange sûrement cette élue Filloniste, mais Nantes Révoltée n'y est pour rien. Tuer le messager n'y changera rien, au contraire.

Alors qui est cette personne exaltée en croisade contre « l'ultra-gauche » ? Christelle Morançais est propulsée à la tête de la Région en 2017, pour remplacer son collègue Bruno Retailleau qui voulait garder son poste de sénateur en Vendée. Christelle Morançais, née au Mans, est d'abord une riche patronne. Au début des années 2000, elle crée un réseau immobilier sur internet qui rapporte à son couple plus de 3 millions d'euros, en achetant et en vendant au bon moment, sur fond de bulle spéculative immobilière.

Christelle Morançais a toujours appartenu à cette vieille droite réactionnaire que l'on trouve en Sarthe et en Mayenne, mais elle s'engage vraiment en 2011, pour Nicolas Sarkozy. En 2021, elle continue à lui témoigner son soutien, alors qu'il passait en procès, et qu'il allait être condamné, après des années de pratiques mafieuses très

graves. Proche de François Fillon, Sarthois lui aussi, et condamné par la justice, elle est aujourd'hui « porte parole de Valérie Pécresse » pour la campagne présidentielle.

C'est donc une millionnaire enrichie dans l'immobilier, proche de divers repris de justice et de politiciens condamnés qui voudrait dissoudre Nantes Révoltée, média indépendant qui n'a jamais été condamné.

Cette classe politique qui parle d'ordre et de sécurité s'exonère volontiers de la légalité pour ses propres intérêts. Pourquoi la presse ne rappelle pas le réseau et les amitiés douteuses de Christelle Morançais ?



Darmanin veut carrément dissoudre un média libre et militant ! Les irresponsables élus aux idées criminelles font la morale...

Ú NANTES RÉVOLTÉE SUR CNEWS

► Nous voulons des royalties

La sinistre mise en scène de la droite en campagne prend des proportions nationales. La patronne de la droite nantaise, Laurence Garnier, est montée à Paris, sur le plateau de la chaîne d'extrême droite Cnews, pour réclamer notre dissolution. Au motif que nous sommes « connus des services de l'État ».

Notre média aura donc permis à l'insignifiante Laurence Garnier, médiocre politicienne que personne ne connaît à Nantes, et qui perd avec une régularité d'horloge suisse toutes les élections, d'obtenir un Prime Time sur Cnews. Sans nous, cette personne n'aurait jamais pu obtenir une quelconque attention médiatique nationale. Nous réclamons des royalties pour cette médiatisation sur notre dos.

Plus sérieusement, le rapport à la réalité ayant été aboli par les émules français de Donald Trump, rappelons que le « saccage » de Nantes qui occupe les médias ces derniers jours est en fait une vitrine de Zara partiellement abîmée. Et que des saccages, bien réels ceux-là, sont planifiés par les décideurs locaux dont fait partie Laurence Garnier : il y avait l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le projet de centrale nucléaire en bord de Loire, le grand port industriel au Carnet, le complexe Amazon... À chaque fois, des centaines d'hectares détruits et une pollution immense. Qui saccage quoi ?



Darmanin veut carrément dissoudre un média libre et militant ! Les élus autoritaires s'allient pour détruire les contre-pouvoirs

4 DARMANIN ENGAGE LA DISSOLUTION DE NANTES RÉVOLTEE 4

► Un ministre accusé de viol au service d'un banquier annonce la destruction de notre média à l'Assemblée Nationale

∣ Le régime politique semble avoir atteint un niveau d'illégitimité et de faiblesse si élevé qu'il se sent menacé par un petit média indépendant et local. Le nôtre. En 24h, une poignée d'élus de droite et d'extrême droite ont réclamé la « dissolution » de Nantes Révoltée. Demande immédiatement exaucée ce mardi 25 janvier. Darmanin, en personne, à l'Assemblée Nationale, annonçait la procédure de dissolution.

∣ Cela fait des années que le pouvoir cherche à nous détruire. A détruire l'esprit de révolte qui anime Nantes. Pour Darmanin : Nantes Révoltée lance « depuis la loi El Khomri des appels à la violence » et tient « contre l'État et les policiers des propos inacceptables ». Si relayer des appels à manifester est un motif de dissolution, il va falloir s'attaquer à plusieurs dizaines d'organisations, syndicats, pages Facebook dans ce pays. Si s'opposer aux violences d'État, comme nous le faisons, est un motif de dissolution, il va falloir « dissoudre » avec nous des centaines de journalistes, de pages Facebook, de médias.

∣ « Une fois que les choses seront inattaquables, puisque toute dissolution proposées à monsieur le premier ministre et monsieur le président ont été validées par le conseil d'État », la procédure sera lancée. Le pouvoir est une mise en scène permanente. La manifestation qui justifie la tentative de destruction de Nantes Révoltée jusque dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale n'était qu'une petite manifestation, contre l'extrême droite, appelée par plusieurs collectifs et syndicats, et globalement calme. Une manifestation comme il y en a des centaines à Nantes et dans le reste de la France chaque année

∣ **La vérité du moment, c'est un ministre de l'Intérieur accusé de viol, à la tête d'une police sanguinaire, dans le gouvernement d'un banquier élu grâce au chantage électoral. La vérité, c'est une crise politique, sanitaire,**

économique et écologique totale. La vérité, c'est que plus personne dans ce pays ne croit un seul mot ni du gouvernement, ni des médias dominants. Pour cacher ces vérités, il faut réprimer, censurer, mettre en scène la destruction d'un média indépendant animé par quelques bénévoles. La vérité, c'est qu'à l'heure où des milliardaires d'extrême droite monopolisent les médias, le moindre contre-pouvoir, la moindre parole divergente doit être écrasée à tout prix. Nous avons une bonne nouvelle : un régime aussi faible est un régime sur le point de tomber.

¡ Nantes Révoltée est un média, lu par plusieurs millions de personnes chaque mois, et comptant plus de 250 000 abonnés sur différentes plate-formes. Nantes Révoltée a documenté la charge qui a tué Steve, les mobilisations des Gilets Jaunes, la lutte sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les occupations pour les sans-abris. Depuis 10 ans, nous avons donné de la force et du soutien à celles et ceux qu'on n'entend pas. Animé la vie sociale, politique et artistique à Nantes et bien au delà.

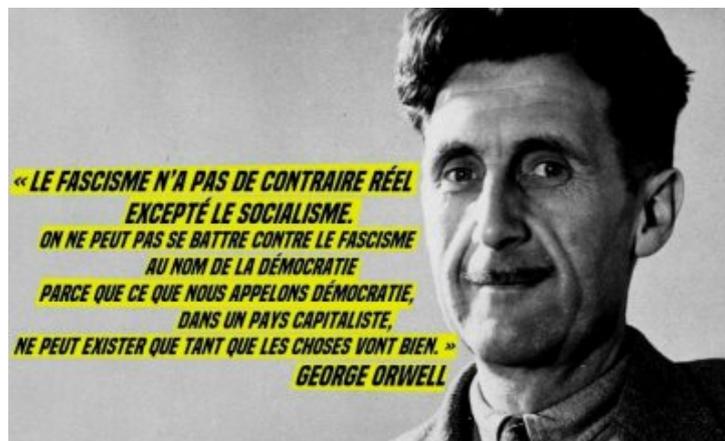
¡ **Maintenant, nous avons besoin de votre soutien. Nous sommes en contact avec des avocats. Nous lanceront une pétition dans la soirée. Vous pouvez écrire à vos députés locaux, en particulier ceux de Nantes, qui ont appuyé la demande de dissolution. Nous publierons d'autres informations très prochainement.**

Si vous voulez lire nos revues avant dissolution, vous pouvez les commander ici (dépêchez vous, après, elle seront collectors !) : <https://www.nantes-revoltee.com/boutique/>



Darmanin veut carrément dissoudre un média libre et militant ! Les médias libres, un reste de contre-pouvoir gênant pour le régime, à éradiquer donc

« Le fascisme n'a pas de contraire réel excepté le socialisme. On ne peut se battre contre le fascisme au nom de la démocratie parce que ce que nous appelons démocratie, dans un pays capitaliste, ne peut exister que tant que les choses vont bien. » - *George Orwell*



Darmanin veut carrément dissoudre un média libre et militant ! Les institutions anti-démocratiques en place ne sont pas un rempart au néo-fascisme et au totalitarisme économique

PS:

D'autres médias sont visés par le régime, ses supplétifs ou ses amis des GAFAM

- Pour info, [le présent média Ricochets subi son 2e procès](#), mais pour l'instant pas de demande de dissolution.

INSTAGRAM CENSURE LE COMPTE DE CERVEAUX NON DISPONIBLES

Hier soir, le compte Instagram de nos ami.e.s de Cerveaux Non Disponibles a été censurée par la plate forme. Ce compte, qui diffuse des informations indépendantes depuis des années, comptait 163 000 abonnés sur Instagram. Il a été désactivé sans raison évoquée.

Les plate-formes marchandes menacent toujours davantage les contenus engagés et indépendants, alors même que la parole d'extrême droite est partout, dans les médias dominants comme sur les réseaux en ligne. Nantes Révoltée a également été menacée et sa page restreinte récemment, par facebook comme par Instagram. Faire entendre un contre-discours est vital, et les réseaux GAFAM tentent de réduire l'audience des médias indépendants.

Faites circuler l'information, et notifiez @instagram et Meta en soutien. Vous pouvez aussi les suivre hors des réseaux marchands sur leur site :

<https://cerveauxnondisponibles.net/>

(post de Nantes Révoltée)

" UN SYNDICAT POLICIER MENACE ROUEN DANS LA RUE "

Hier, Rouen dans la Rue publiait un article au sujet des voyages en trains gratuits dont les policiers nationaux ainsi que leurs familles allaient bientôt bénéficier. Ce post était illustré par le détournement humoristique d'un pop-up publicitaire d'internet.

Aujourd'hui, le syndicat de police d'extrême droite Alliance s'insurgeait dans une publication twitter contre la Â« haine antiflic Â» que porterait en-elle cette publication. Dans ce même tweet et selon un mode opératoire dont avait déjà fait les frais le média Nantes Révoltée en juillet dernier, l'organisation en appelait au ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin et faisait également savoir son projet de déposer plainte contre Rouen dans la Rue.

Même si l'institution policière ainsi que monsieur Darmanin semblent prompt à aller déposer des plaintes à la moindre contradiction de leurs valeurs, il existe encore - ne leur en déplaise - dans ce pays des lois protégeant la

liberté d'expression.

1 Est-il diffamatoire de rappeler que la police française tue et mutilé ? À cela, des centaines de familles endeuillées et de personnes éborgnées ou amputées pourront témoigner du contraire. Dans les cités, contre les Gilets Jaunes et dans les Zad, les mécaniques de violence qui ont pu être appliquées par les forces de l'ordre ont été maintes fois vécues, ressenties, documentées et étudiées.

2 Qu'est-ce qui est donc si insultant dans cette affaire : est-ce l'article ? Est-ce son illustration ? Parce qu'elle s'inclut dans la grande tradition satirique de la presse d'opinion, il est normal que tout le monde n'apprécie pas le détournement publié en couverture à l'article. Pourtant, dans celui-ci comme dans le texte qu'il précède, toutes les informations qui y figurent sont scrupuleusement exactes et vérifiables.

3 Ce serait donc dans le corps du texte qu'il faudrait chercher l'ignominie. Pourtant là encore, celui qui la cherchera n'y trouvera que la réalité froide de notre monde. Dire que l'institution policière agit en milice au service des puissants. Dire que son rôle social est avant tout un rôle de pacification qui s'il implique de protéger les uns doit aussi réprimer les autres est-il diffamatoire ou même insultant ?

Si tel était le cas, des dizaines de livres seraient chaque année interdits et des centaines de journalistes traînés devant les tribunaux.

Sommes toutes, c'est peut-être cela le « meilleur des mondes » rêvé par une institution qui voit dans le contrôle absolu sur les corps et les esprits le summum de la civilisation et se pense comme le garant d'une paix sociale étouffante.

% Pourtant, nous ne partageons pas cette conception du monde. Dans la rue ou sur les réseaux, nous continuerons notre combat et ne céderons pas un pouce de notre intégrité aux intimidations, de celles et ceux qui pensent déjà le fascisme au présent.

(post de Rouen dans la rue)

UN SYNDICAT POLICIER MENACE ROUEN DANS LA RUE

Liberté d'expression



ALLIANCE PN
@alliancepolice

@Rouendanslarue, qui prônent juste la haine antiflics!

M. Le ministre @GDarmanin, il faut une réaction

✗ Alliance se réserve le droit de déposer plainte & saisit les autorités dont le M le Procureur.

✗ Nous exigeons le retrait des publications & des poursuites contre les auteurs!



Chronique du système policier français : les devoirs avant les droits, grand oral policier, menaces contre des médias, lycéens réprimés, drones autorisés... Un syndicat policier menace un média engagé